

## LE GRAVE ENJEU DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS 2022

Sœurs et Frères,

Nous sommes des évêques de l'Église Catholique de diverses régions du Brésil, en profonde communion avec le Pape François et son magistère et en pleine communion avec la Conférence Nationale des Évêques du Brésil, la CNBB qui, dans l'exercice de sa mission évangélisatrice, se met toujours à la défense des plus petits, de la justice et de la paix. La gravité du moment présent nous pousse à adresser une nouvelle fois à vous, après notre première Lettre au Peuple de Dieu, écrite en Juillet 2020.

Le second tour des élections présidentielles de 2022 nous met face à un défi de taille : celui de choisir, consciemment et sereinement, car la neutralité n'est pas de mise quand il s'agit de décider entre deux projets pour le Brésil, l'un démocratique, engagé dans la défense de la vie, à partir des appauvris et l'autre autoritaire, engagé dans une « économie qui tue » (Pape François, La joie de l'Évangile, 53). Oui, nous devons choisir entre un projet qui s'occupe de l'éducation, de la santé, du travail, de la nourriture, de la culture et un autre qui rabaisse les politiques publiques, parce qu'il méprise les pauvres. Les deux candidats, portent étendard de ces deux projets, ont déjà gouverné le Brésil et ont donné des résultats différents de l'engagement en faveur du peuple et de la défense de la nature, que nous pouvons analyser.

Guidés par les exigences sociales et politiques de notre foi chrétienne et par la Doctrine Sociale de l'Église Catholique, nous devons parler claire et directement de ce qui est réellement en jeu en ce moment. De plus, Jésus nous a commandé d'être « lumière du monde » et la lumière ne doit pas être cachée (Mt 5, 15).

Nous sommes témoins que le Gouvernement actuel, qui cherche à se faire réélire, a tourné le dos à la population la plus pauvre de notre pays. Ce constat était évident, surtout, lors de la pandémie du Covid-19. Ce n'est qu'à la veille des élections qu'il a lancé un programme d'aide temporaire pour les personnes dans le besoin. La 59<sup>ème</sup> Assemblée Générale de la CNBB a constaté « l'insouciance alarmante face à la Terre, la violence latente, explicite et croissante, renforcée par la flexibilisation de la possession et du port d'armes à feu [...].

Parmi les autres aspects préoccupants de cette époque, figurent le chômage et le manque d'accès à une éducation de qualité pour tous. La faim est certainement le plus cruel et le plus criminel de tous les aspects négatifs de la vie, ici au Brésil, étant donné que l'alimentation est un droit inaliénable » (Message de la CNBB au Peuple Brésilien sur le moment présent). La vie n'est pas une priorité pour ce gouvernement.

Le chef du gouvernement et ses partisans, principalement des politiciens et des religieux, ont abusé du nom de Dieu pour légitimer leurs actes et l'utiliser encore plus à des fins électorales. L'utilisation du nom de Dieu en vain est une violation du 2<sup>ème</sup> commandement. L'utilisation de façon abusive la religion à des fins électorales a été condamnée dans une note officielle de la présidence de la CNBB (11/10/2022), selon laquelle « la manipulation religieuse déforme toujours les valeurs de l'Évangile et détourne l'attention des vrais problèmes qui méritent d'être au centre de la discussion du débat dans notre chère Patrie, Brésil ».

Tout en disant « Dieu par-dessus tout », le Président de la République du Brésil offensait les femmes, se moquait des personnes mortes d'asphyxie et n'a manifesté aucune compassion pour les près de 700 000 vies perdues à cause du covid-19 et les 33 millions de personnes affamées dans le pays. Rappelons que le Brésil avait quitté la carte de la faim en 2014, grâce aux programmes sociaux des gouvernements précédents. En pratique, cet appel à Dieu est un mensonge, car il n'accomplit pas ce que Jésus a présenté comme le plus grand commandement : aimer Dieu par-dessus toutes choses et le prochain comme toi-même (Mt 22, 37). Celui qui dit aimer Dieu mais hait son frère est un « menteur » (1 Jn 4, 20).

Les discours et les mesures visant à armer tout le monde et à éliminer les opposants sont en contradiction à la fois avec le 5<sup>ème</sup> commandement, qui dit « tu ne tueras pas » et avec la Doctrine Sociale de l'Église, qui encourage le désarmement et qui dit que « l'énorme augmentation des armes constitue une grave menace pour la stabilité et la paix » (Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église, 508).

Nous vivons quatre ans sous le règne du mensonge, de l'occulte et des fausses informations. En effet, ces fausses nouvelles, *fake news*, sont devenues la forme « officielle » de communication du gouvernement avec la population. Une telle attitude va à l'encontre du 8<sup>ème</sup> commandement qui stipule de ne pas porter de faux témoignages, et qui présente le vrai « seigneur » de ceux qui se consacrent de manière perverse à répandre des mensonges et à dissimuler des informations d'intérêt public. Jésus dit que le diable est le père du mensonge (Jn 8, 44), tandis qu'Il est « le chemin, la vérité et la vie » (Jn 14, 6).

Le Message au Peuple Brésilien, de la 59<sup>ème</sup> Assemblée Générale de la CNBB, nous a également avertis que « *notre jeune démocratie a besoin d'être protégée par un large pacte national* ». Cependant, le gouvernement actuel et sa majorité parlementaire menacent de modifier la composition de la Cour Suprême Fédérale afin de créer une majorité d'appui à ses actes. Or, nous savons bien que le contrôle des pouvoirs législatif et judiciaire a toujours été l'étape décisive pour la mise en œuvre des dictatures dans le monde.

Les chrétiens ont la capacité d'analyser lequel des deux projets proposés est le plus proche des principes humanistes et de l'écologie intégrale. Il suffit d'analyser avec des données et des chiffres et de se poser les questions suivantes : lequel des deux candidats concurrents valorisait le plus la santé, l'éducation et la lutte contre la pauvreté et la misère et lequel a retiré des fonds du SUS, le Service Unique de Santé (l'Assurance Sanitaire du Brésil), de l'éducation et a mis fin aux programmes sociaux ? Lequel s'est occupé d'environnement, principalement, de l'Amazonie, en luttant contre le brûlage des forêts, le trafic illégal de bois et l'exploitation minière dans les terres indigènes ?

Il ne s'agit pas d'un différend religieux, ni d'une simple option de parti, ni d'un choix du candidat parfait, mais d'une décision sur l'avenir de notre pays, de la démocratie et du peuple. L'Église n'a pas de parti politique, et elle n'en aura jamais, mais elle se penche d'un côté, et elle penchera toujours d'un côté : le côté de la justice et de la paix, de la vérité et de la solidarité, de l'amour et de l'égalité, de la liberté religieuse et de l'État laïc, de l'inclusion sociale et d'une vie meilleure pour tous. Par conséquent, ses ministres ne peuvent pas rester neutre sans se positionner, surtout lorsqu'il s'agit de défendre la vie de l'être humain et la sauvegarde de la nature.

Notre motivation est éthique et ne découle pas du fait de suivre un dirigeant politique, ni de préférences personnelles, mais elle vient de la fidélité à l'Évangile de Jésus, à la Doctrine Sociale de l'Église et au magistère prophétique du pape François.

Que Dieu bénisse le peuple brésilien et que l'Esprit de sagesse et de vérité illumine nos esprits et nos cœurs lors de la votation au second tour des élections de 2022.

Voyons Jésus dans le visage de chaque personne, en particulier des pauvres qui souffrent et non dans les autorités humaines qui les manipulent au nom d'un projet idéologique de pouvoir politique et économique.

Évêques du Dialogue pour le Royaume

Le 24 octobre 2022, mémoire de saint Antoine Marie Claret, évêque.